

Nouvelle convulsion au Kremlin

Depuis la mort Staline, tous les prophètes de la petite bourgeoisie à la Martinet, tous les apologistes de la bureaucratie du Kremlin à la Deutscher, tous les renégats stalinisants du trotskysme à la Pablo se sont accordés pour diagnostiquer la stabilisation et la libéralisation du régime de l'URSSS et pour pronostiquer une évolution sans douleur vers la démocratie socialiste.

Fidèles à l'analyse faite par Trotsky en 1936, suivant laquelle « *Deux tendances opposées grandissent au sein du régime. Développant les forces productives — au contraire du capitalisme stagnant — il crée les fondements économiques du socialisme. Et poussant à l'extrême, dans sa complaisance envers les dirigeants, les normes bourgeoises de répartition, il prépare la restauration capitaliste* », nous avons diagnostiqué une crise aiguë et pronostiqué une succession de zig-zag dans la politique de l'oligarchie du Kremlin.

La révolution mondiale, ennemi principal du Kremlin

Mais, dit Claude Bourdet, c'est l'Ouest qui, en refusant de « causer », en s'obstinant à réarmer l'Allemagne, a liquidé Malenkov le conciliant. Il oublie de nous expliquer pourquoi le Kremlin n'a pas usé et n'usera pas de l'arme pourtant décisive dont il dispose contre le réarmement de l'Allemagne de Bonn : l'évacuation sans condition de l'Allemagne orientale. Une telle mesure dresserait le peuple allemand tout entier contre Adenauer. Aussi le Kremlin, qui redoute le réarmement d'une Allemagne capitaliste, mais bien plus encore la victoire d'une révolution socialiste en Allemagne, s'il a pu envisager un moment, de mai à juin 1954, la rétrocession à froid de l'Allemagne orientale à la bourgeoisie allemande, est-il décidé depuis l'insurrection du 17 juin 1953 — et bien plus encore depuis les grandes grèves dont l'Allemagne de l'Ouest est le théâtre — à maintenir l'Allemagne divisée.

C'est que, même si les agents de la Deutscher veulent l'ignorer, la bureaucratie est engagée dans une lutte acharnée pour la défense de ses privilèges contre les masses russes, et n'ignore pas que la victoire de la révolution prolétarienne en Europe serait le signal de sa perte.

Aussi Khrouchtchev a-t-il tenu à rassurer par avance les impérialistes américains, en se faisant interviewer la veille du limogeage de Malenkov sur la « coexistence » ; si le ton de Molotov deviendra plus rude sous Khrouchtchev qu'il ne l'était sous Malenkov, la chanson restera la même ; le Kremlin recherche toujours un compromis, même tacite, avec l'impérialisme, un compromis comportant la stabilisation du partage actuel du monde en zones d'influence et dont la pointe est dirigé contre les masses travailleuses et les peuples opprimés. Le Kremlin paie d'avance : il trahit la révolution au Guatemala et en Iran, il s'efforce de briser la colonne vertébrale des PC français et italien en frappant les dirigeants — Marty, Secchia, Lecœur — qui expriment, même de façon déformée, l'aspiration des masses à combattre, il exerce toute la pression en son pouvoir sur le PC chinois pour empêcher le développement de la révolution asiatique. N'est-ce pas Khrouchtchev lui-même qui, en en mission à Pékin en octobre dernier, assura le peuple chinois de la solidarité du peuple de l'URSS — du peuple et non du gouvernement — avec ses revendications sur Formose ?

Conflit de classe

Les contradictions sociales et économiques qui déchirent l'URSS, sont à la source des tournants successifs de la politique du Kremlin, et des conflits qui déchirent la caste dirigeante. C'est sur la contradiction fondamentale entre le caractère arriéré des forces productives et le caractère avancé du régime de propriété que s'est édifié le pouvoir politique de la bureaucratie dirigeante, qui gère l'économie et répartit la pénurie de produits entre les consommateurs, en

s'attribuant naturellement la part du lion. Cette contradiction s'exprime sous une forme aiguë dans le retard du développement de l'agriculture sur le développement de l'industrie ; désharmonie qui, elle-même, est en définitive le produit du retard de l'industrie — car pour élever rapidement le rendement de l'agriculture, il faudrait une technique supérieure.

Elle se reflète aujourd'hui encore dans la forme de la propriété : propriété étatique de l'industrie, propriété kolkhozienne, c'est-à-dire propriété de groupe, de la terre et du bétail (les sovkhozes ou fermes d'État ne représentent qu'un faible pourcentage de l'agriculture), à quoi s'ajoutent les parcelles individuelles des kolkhoziens.

Dans la lutte pour la répartition du revenu national, s'expriment ainsi, beaucoup plus puissamment dans l'agriculture que dans l'industrie, les tendances à l'accumulation privée, les tendances centrifuges, antagonistes de l'économie planifiée. Ainsi s'exprime le conflit de classe entre les rapports de production socialisés issus de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917, et les tendances à la restauration du capitalisme privé. Le groupe dirigeant du Kremlin est pris entre des nécessités contradictoires : il développe les privilèges de la bureaucratie dirigeante, tout en les contenant dans les cadres de l'économie planifiée, de la propriété collective, à laquelle les masses ouvrières ne lui permettraient pas de s'attaquer.

Un spécialiste des virages sur l'aile

Du vivant de Staline, en 1950, une tentative fut faite pour intégrer la propriété kolkhozienne dans la propriété d'État, avec le mot d'ordre des « agrovilles ». En l'absence d'une technique suffisante, les agrovilles n'étaient qu'une utopie bureaucratique, qui fut rapidement abandonnée. Et Malenkov, dans son rapport au XIX^e congrès du PCUS (septembre 1952) condamna les agrovilles, dont le protagoniste n'était autre que Khrouchtchev, qui sut s'en tirer sans dommage.

Mais le lendemain de la mort de Staline l'aspiration générale des masses soviétiques à de meilleures conditions d'existence contraignit le groupe dirigeant à multiplier les promesses. A la séance du Soviet Suprême du 8 août 1953, Malenkov dut s'engager à « *réaliser dans notre pays, dans les deux ou trois années à venir l'abondance des vivres pour notre population et de matières premières pour notre industrie légère* ». Le développement de la production de biens de consommation, l'élévation considérable du niveau de vie des masses travailleuses « *d'ici deux ou trois ans* » devint le leitmotiv propagandiste du Kremlin.

Après la courte période de « cours Beria » — cours de concessions limitées aux masses — le groupe dirigeant, épouvanté par la menace révolutionnaire incarnée par les insurgés du 17 juin 1953, et les grévistes de Pilsen et d'Ostrava en Tchécoslovaquie, chercha appui contre les masses dans les tendances à l'appropriation privée. Beria fut liquidé avec l'appui des dirigeants réactionnaires de l'armée, et Khrouchtchev, dans son rapport au Comité central de septembre 1953, annonça une politique de concessions très amples aux forces réactionnaires dans l'agriculture. Les impôts agricoles arriérés furent annulés, les impôts à venir considérablement réduits ; les prix des denrées agricoles livrées obligatoirement à l'État furent multipliés par 2, 3 et 5 ; les kolkhozes riches encouragés à s'enrichir davantage, aux dépens des kolkhozes « retardataires » et de la population tout entière.

Khrouchtchev révélait en même temps la situation désastreuse de l'agriculture soviétique : à peine au niveau de 1916, pour une population de 220 millions au lieu de 130 millions.

Le nouveau rapport Khrouchtchev du 26 janvier 1955 nous apprend que la situation n'est pas meilleure aujourd'hui. Les kolkhoziens riches, encouragés à s'enrichir davantage, préfèrent travailler sur leurs parcelles privées que sur les terres kolkhoziennes : les présidents de kolkhozes troquent directement leurs produits avec tel ou tel « trust » industriel et livrent le moins possible à l'État.

L'anarchie bureaucratique a fait le reste. La politique de Khrouchtchev a fait faillite — mais Khrouchtchev a su rejeter à temps la responsabilité sur le dos de Malenkov.

Tout en stimulant les tendances centrifuges, le Kremlin s'efforça dès le début de les contrôler, notamment en développant le rôle de contrôle des MTS (Stations de Machines et Tracteurs) sur l'agriculture, et en incorporant des milliers de mécaniciens kolkhoziens dans les cadres permanents des MTS. Puis, incapable d'accroître le rendement des terres anciennement cultivées, Khrouchtchev préconise le défrichement de millions d'hectares de terres vierges en Asie centrale... défrichement dans lequel un rôle essentiel fut joué par les sovkhozes.

Nouveau tournant

Khrouchtchev, qui remplaça Malenkov comme premier secrétaire du PCUS aussitôt après la mort de Staline, avait maintenant l'appareil du parti bien en mains. Une série de voyages dans les « démocraties populaires » lui permit d'assurer ses positions dans les États satellites. La menace du réarmement de l'Allemagne devait leur permettre de jeter par-dessus bord les promesses d'amélioration du niveau de vie « d'ici deux ou trois ans » sous le prétexte des nécessités de la défense. Le 24 janvier, Mikoyan, ministre du Commerce et protagoniste de la « production des biens de consommation » était limogé. Le même jour, la *Pravda* rappelait le principe stalinien de la primauté de l'industrie lourde. Et le 26 janvier, Khrouchtchev prononça, devant le Comité central, un discours d'une violence extrême contre les « *tendances droitières* » et leurs « *éructations* ». Il fit allusion à Boukharine et Rykov — à Rykov qui, successeur de Lénine à la présidence du Conseil des Commissaires du Peuple, fut démissionné par Staline en 1931, reçut un poste secondaire après autocritique, ce qui ne l'empêcha pas d'être fusillé en mars 1938 comme espion. Malenkov connaîtra-t-il le même destin ? La crise du régime bureaucratique ne peut aller qu'en s'aggravant et les convulsions les plus violentes sont encore devant nous.

Avec la victoire de Khrouchtchev, la bureaucratie du parti, conservatrice à la fois des privilèges bureaucratiques et des rapports de production socialisés, appuyés sur le Guépéou réorganisé sous son contrôle, prend le pas sur les militaires, et les hauts fonctionnaires de l'État et de l'économie.

Les génuflexions de Malenkov devant le Comité central, la désignation de Boulganine « œil du Parti dans l'armée » au poste de Malenkov, et sur proposition de Khrouchtchev, viennent le confirmer. Cette victoire n'est pourtant pas totale. Tout en limitant le pouvoir des militaires, Khrouchtchev concède à Joukov le ministère de la défense. Il s'efforce aussi de rassurer les privilégiés de l'agriculture, comme le prouvent les singulières déclarations de Malenkov, reconnaissant être coupable de tout ce qui ne va pas dans l'agriculture — mais pas de l'impôt agricole, impôt caractéristique de la politique Khrouchtchev d'encouragement aux paysans riches, qui est lui, excellent, car Malenkov en attribue l'origine au Comité central !

De nouvelles convulsions sont inévitables. Mais le dernier mot ne sera dit ni par les militaires, ni par les hommes du parti ou de la police, ni par les spécialistes de l'économie. Il sera dit par les prolétaires soviétiques, qui renverseront le régime bureaucratique et restaureront la démocrate socialiste.

Gérard Bloch

La Vérité n° 349 du 11 février au 4 mars 1955